

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DE SASSENAGE

RÉUNION DU 17 décembre 2015

L'an deux mille quinze, le dix-sept décembre deux mille quinze, le conseil municipal de la Ville de SASSENAGE s'est réuni en session ordinaire après convocation légale adressée le 9 décembre 2015, sous la présidence de Monsieur Christian COIGNÉ, Maire.

Etaient présents : M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - M. M'Hamed BENHAROUA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA - M. Yannick BELLE - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY

Absent(s) ayant donné pouvoir : Mme Nathalie BRITES à M. Christian COIGNÉ - Mme Sylvie GENIN-LOMIER à Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Brigitte GALLO à Mme Christine DURAND - M. Jérôme GIACHINO à M. Jérôme MERLE - M. David BUISSON à M. Séverin BATFROI - Mme Véronique FERRAZZI à M. Yannick BELLE - M. Pierre-Manuel CHAUVET à M. Michel BARRIONUEVO - Mme Béatrice HEMARD à Mme Florence PARVY

Absent(s) excusés :

Absent(s) :

Nombre de conseillers en exercice	:	33
Nombre de conseillers présents	:	25
Nombre de votants	:	33

Le Maire, Président de séance, a constaté que le quorum était atteint.

Conformément à l'article L.2125-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Assunta ROSIN BEDIN a été désignée comme secrétaire de séance.

Le compte rendu de la séance du 05 novembre 2015 est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

Monsieur le Maire a informé les membres du conseil municipal des décisions municipales qu'il a pris depuis sa dernière réunion en séance, sur le fondement des délégations de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et de la délibération municipale du 15 avril 2014.

**1 - DGS – ADMINISTRATION GENERALE –
ELECTION D'UN NOUVEL ADJOINT AU MAIRE ET MODIFICATION DE L'ORDRE DU
TABLEAU DU CONSEIL MUNICIPAL SUITE A LA DEMISSION DU 3EME ADJOINT AU
MAIRE**

Christian COIGNÉ,

VU les dispositions des articles L. 2122-4 et L.2122-7-2 du code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération en date du 26 mai 2014 concernant le passage de 7 à 9 adjoints au Maire pour la Ville de Sassenage ;

VU le courrier de Monsieur Séverin BATFROI, démissionnaire de son poste de 3^{ème} adjoint au Maire, transmis à Monsieur le Préfet de l'Isère le 6 novembre 2015 ;

CONSIDERANT que le Préfet en a été informé et a accepté cette démission en vertu de l'article L. 2122-15 du code général des collectivités territoriales, monsieur Séverin BATFROI continuera à siéger au sein du Conseil Municipal en tant que conseiller municipal ;

CONSIDERANT que suite à cette démission, qui prendra effet le 1^{er} janvier 2016 comme indiqué dans le courrier adressé à Monsieur le Préfet de l'Isère, le Conseil Municipal a la faculté, soit de supprimer le poste d'adjoint vacant, soit de procéder à l'élection d'un nouvel adjoint en remplacement de l'adjoint démissionnaire ;

CONSIDERANT que pour assurer le bon fonctionnement des services, il est nécessaire de pourvoir le poste vacant ;

CONSIDERANT qu'en cas d'élection d'un seul adjoint, celui-ci est élu au scrutin secret à la majorité absolue ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE NE PAS SUPPRIMER le poste d'adjoint devenu vacant suite à la démission du 3^{ème} adjoint ;

DE PROCEDER à l'élection d'un nouvel adjoint en remplacement de l'adjoint démissionnaire, celui-ci prenant rang après tous les autres adjoints à compter du 1^{er} janvier 2016.

DE METTRE à jour l'ordre du tableau des adjoints.

- Liste des candidats :

Monsieur Michel VENDRA

Après avoir recueilli la liste des candidats proposée, le Maire fait procéder au vote à bulletin secret. Chaque conseiller municipal, à l'appel de son nom, remet son bulletin de vote dans une urne.

Deux scrutateurs sont désignés : M. Amédée MATRAIRE et M. Michel BARRIONUEVO

Le dépouillement du vote a donné les résultats ci-après :

- Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote : 0
- Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 33
- A déduire, bulletins blancs ou nuls énumérés à l'article L.66 du Code électoral : 8 bulletins blancs
- Reste pour le nombre des suffrages exprimés : 25
- Majorité absolue : 17

Ont obtenu :

- Monsieur Michel VENDRA : 25 voix.

Le candidat Michel VENDRA ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, Il devient 9^{ème} adjoint au Maire de la Ville de Sassenage.

Le tableau des adjoints au Maire est modifié ainsi qu'il suit :

Tableau des adjoints du 16 décembre 2015		Tableau des adjoints du 17 décembre 2015	
1	Jérôme MERLE	1	Jérôme MERLE
2	Nathalie BRITES	2	Nathalie BRITES
3	Séverin BATFROI	3	Christine DURAND
4	Christine DURAND	4	Jérôme BOETTI DI CASTANO
5	Jérôme BOETTI DI CASTANO	5	Sandrine VITALI
6	Sandrine VITALI	6	Amédée MATRAIRE
7	Amédée MATRAIRE	7	Daniel D'OLIVIER QUINTAS
8	Daniel D'OLIVIER QUINTAS	8	Jean-Pierre SERRAILLIER
9	Jean-Pierre SERRAILLIER	9	Michel VENDRA

Le nouveau tableau du Conseil Municipal sera transmis aux services de la Préfecture de l'Isère.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT CINQ voix POUR,**

*** HUIT BULLETINS BLANCS**

PREND ACTE du résultat du vote à bulletins secrets.

Madame Sylvie GENIN-LOMIER arrive en séance du Conseil Municipal à 19h45mn.

A compter de ce moment,

Etaient présents : M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO -

Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA - M. Yannick BELLE - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY

Absent(s) ayant donné pouvoir : Mme Nathalie BRITES à M. Christian COIGNÉ - Mme Brigitte GALLO à Mme Christine DURAND - M. Jérôme GIACHINO à M. Jérôme MERLE - M. David BUISSON à M. Séverin BATFROI - Mme Véronique FERRAZZI à M. Yannick BELLE - M. Pierre-Manuel CHAUVET à M. Michel BARRIONUEVO - Mme Béatrice HEMARD à Mme Florence PARVY

Absent(s) excusés :

Absent(s) :

Nombre de conseillers en exercice	:	33
Nombre de conseillers présents	:	26
Nombre de votants	:	33

<p align="center">2 - DGASR – PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION - DÉTERMINATION DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DÉFINITIVES À LA SUITE DU PASSAGE EN MÉTROPOLE</p>

Christian COIGNÉ,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU l'article 1609 nonies C du code général des impôts, et notamment son IV relatif à l'approbation de l'évaluation des transferts de charges : « *Cette évaluation est déterminée à la date de leur transfert par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux prévue au premier alinéa du II de l'article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales, adoptées sur rapport de la commission locale d'évaluation des transferts* » ;

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles dite « loi MAPTAM » ;

VU le décret n° 2014-1601 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Grenoble-Alpes Métropole » par transformation de la communauté d'agglomération de Grenoble ;

EXPLIQUE que la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1er janvier 2015 emporte des transferts de compétences des communes à cette dernière. A la date du transfert, ces transferts doivent être valorisés de manière à ce que l'opération soit la plus neutre possible sur les finances des communes comme sur celles de l'EPCI (Etablissement Public de Coopération intercommunale) ;

AJOUTE que le Code Général des Impôts (CGI) prévoit que cette neutralité est assurée par une diminution des Attributions de Compensation (AC) perçues ou versées par les communes, à due concurrence des dépenses nettes liés aux compétences transférées. La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) est chargée de réaliser l'évaluation des charges nettes transférées et ainsi d'assurer cette neutralité financière des transferts de compétences ;

PRECISE que les compétences transférées au 1er janvier 2015 à la Métropole concernent la voirie, le développement économique, les concessions de distribution publique d'énergie, les réseaux de chaleur, la promotion du tourisme, les eaux pluviales, le stationnement en ouvrage, le plan local d'urbanisme (et la taxe d'aménagement), l'enseignement supérieur, le logement, le foncier, l'environnement, la politique de la ville, et la défense contre l'incendie ;

AJOUTE que la CLECT s'est réunie à plusieurs reprises en 2015 pour procéder à l'examen des charges transférées à la Métropole. La CLECT ayant rendu ses conclusions le 26 novembre 2015 sur la nature et le montant des charges transférées consécutivement à la transformation de la communauté d'Agglomération en Métropole, il est demandé à chaque Conseil Municipal des communes membres de se prononcer sur le rapport conclusif de la CLECT et les montants de révisions des AC qu'il propose.

PRECISE que le montant de l'AC révisée ne deviendra définitif que lorsque le rapport aura été approuvé par la majorité qualifiée des Conseils Municipaux des communes-membres ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE NE PAS APPROUVER le rapport de la CLECT.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SEPT voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA**

*** SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

DE NE PAS APPROUVER le rapport de la CLECT.

<p style="text-align: center;">3 - DGASR - PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION - TRAVAUX D'INVESTISSEMENT EN RÉGIE - RÉMUNÉRATION DES AGENTS MUNICIPAUX - TAUX HORAIRE 2015</p>

Monsieur Mohamed BENHAROUGA,

VU l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

VU l'instruction CP91-2 M11 du 9 janvier 1991 ;

VU la délibération en date du 13 septembre 2007 relative à la rémunération appliquée aux personnels municipaux effectuant des travaux d'investissement en régie ;

CONSIDÉRANT que la Ville de Sassenage réalise une partie des travaux de réfection, construction, mise aux normes des bâtiments en recourant à la technique des travaux en régie ;

CONSIDÉRANT que des personnels techniques et administratifs de catégorie A, B et C sont sollicités tant pour l'organisation que pour la réalisation et le suivi de ces travaux ;

CONSIDÉRANT que le coût de la main d'œuvre employée pour réaliser les travaux en régie fait partie intégrante du coût des travaux en régie ;

CONSIDÉRANT les informations individuelles transmises par le pôle ressources humaines et compétences, et qui ont servi de base de calculs pour les rémunérations 2015 ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE DÉFINIR le taux horaire de rémunération des personnels affectés aux travaux en régie (salaire brut + charges patronales), en prenant pour base la moyenne des salaires mensuels perçus par les personnes concernées en 2015 selon la formule suivante :

$$[(\text{Salaire brut} + \text{charges patronales de chaque personne de la catégorie concernée} / \text{nombre de personnes concernées}) \times 13 \text{ mois}] / 1607 \text{ heures travaillées} = \text{taux horaire de rémunération en euros}.$$

Ce qui donne, en € par heure travaillée :

- Personnels techniques de catégorie C (11 personnes) : 22.69 €/ heure par personne
- Personnels techniques de catégorie B (1 personne) : 24.45 €/ heure par personne
- Personnels techniques de catégorie A (1 personne) : 50.89 €/ heure par personne
- Personnels administratifs de catégorie C (4 personnes) : 20.11 €/ heure par personne
- Personnels administratifs de catégorie A (1 personnes) : 34.46 €/ heure par personne

DE DIRE que la valeur de la main d'œuvre incorporée aux travaux d'investissements réalisés en régie, ainsi calculée, sera déterminée en fonction du nombre d'heures de travail consacrées par chaque personne aux investissements réalisés en régie ;

DE DIRE qu'en fin d'exercice, le montant calculé des frais afférents aux agents affectés au suivi et à la réalisation de ces travaux en régie sera porté au débit du chapitre 21 par le crédit du compte 722, par opération d'ordre budgétaire ;

DE PRENDRE ACTE que le montant des charges ainsi transférées fera l'objet d'un état spécial conformément à l'instruction budgétaire M14 ;

D'APPROUVER les taux ainsi définis.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, **À L'UNANIMITÉ** des membres présents et représentés,

DECIDE,

D'APPROUVER les taux ainsi définis.

**4 - DGASR - PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION –
DÉCISION MODIFICATIVE N° 2015 – 04 - BUDGET PRINCIPAL**

Jérôme MERLE,

VU les articles L.1612-4 et L.1612-6 du Code général des collectivités territoriales qui précisent les conditions à respecter pour voter un budget en équilibre réel ;

CONSIDERANT l'exposé de la décision modificative effectué par le rapporteur à la séance du conseil municipal du 17 décembre 2015 ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'ADOPTER la décision modificative n°2015-04 ci-dessous, pour le budget principal :

FONCTIONNEMENT		
DÉSIGNATIONS	DÉPENSES	RECETTES
Ajustements – Transferts de crédits		
FIN/722/01 CHAP 042		835 697.81 €
FIN/6718/01	-6 405.64 €	
FIN/6541/01	6 405.64 €	
FIN/023/01 virement à la section d'investissement	835 697.81 €	
TOTAL FONCTIONNEMENT	835 697.81 €	835 697.81 €

INVESTISSEMENT		
DÉSIGNATIONS	DÉPENSES	RECETTES
Ajustements – Transferts de crédits		
BAT/2313/020	- 247 888.68 €	
ESP-ENV/2148/412	227 000.00 €	
BAT/21318/020	20 888.68 €	
BAT/2313/413	-38 500.00 €	
BAT/21318/020	38 500.00 €	

INVESTISSEMENT		
Ouverture de nouveaux crédits		
FIN/024/01		1 340.00 €
BAT/21318/412	1 340.00 €	
TRI/21318/020 CHAP 040	256 951.58 €	
TRI/21318/520 CHAP 040	45 560.12 €	
TRI/21318/020 CHAP 040	12 052.85 €	
TRI/21312/213 CHAP 040	58 023.52 €	
TRI/21318/324 CHAP 040	44 647.47 €	
TRI/21318/022 CHAP 040	19 380.73 €	
TRI/21318/411 CHAP 040	6 890.87 €	
TRI/21318/411 CHAP 040	44 150.68 €	
TRI/21311/020 CHAP 040	27 522.51 €	
TRI/21318/33 CHAP 040	3 231.89 €	
TRI/21312/211 CHAP 040	23 164.39 €	
TRI/21312/211 CHAP 040	94 712.96 €	
TRI/21312/211 CHAP 040	64 086.94 €	
TRI/21312/211 CHAP 040	24 253.40 €	
TRI/21318/025 CHAP 040	6 483.76 €	
TRI/21318/321 CHAP 040	36 259.43 €	
TRI/21318/412 CHAP 040	6 398.04 €	
TRI/21318/64 CHAP 040	6 054.66 €	
TRI/21318/413 CHAP 040	29 697.35 €	
TRI/21318/025 CHAP 040	5 241.79 €	
TRI/21318/312 CHAP 040	16 324.61 €	
TRI/21318/313 CHAP 040	4 608.26 €	
FIN/021/01 virement de la section de fonctionnement		835 697.81 €
TOTAL INVESTISSEMENT	837 037.81 €	837 037.81 €
TOTAL GENERAL	1 672 735.62 €	1 672 735.62 €

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

* par VINGT SEPT voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN

BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA

*** SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

D'ADOPTER la décision modificative n°2015-04 telle qu'elle a été proposée, pour le budget principal.

5 - DGASR - PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION - AVANCE SUR LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2016 AU CCAS (CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE)
--

Madame Jeanine ANTOINE,

VU l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

CONSIDERANT le besoin du CCAS en matière de subvention de fonctionnement jusqu'à l'adoption du budget primitif 2016 de la commune ;

CONSIDERANT la nécessité de procéder à une avance sur subvention de fonctionnement auprès du CCAS, afin de lui permettre de pérenniser ses actions dans l'attente du vote du budget primitif 2016 de la commune ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'AUTORISER le versement d'une avance sur subvention de fonctionnement sur le budget principal de l'exercice budgétaire 2016, à compter de janvier 2016, d'un montant de 100 000 euros, dans l'attente du vote du budget primitif 2016.

La dépense sera inscrite au budget principal 2016 sur le compte budgétaire FIN/ chapitre 65/ compte 657362/ fonction 520/ destination CCAS

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'AUTORISER le versement d'une avance sur subvention de fonctionnement sur le budget principal de l'exercice budgétaire 2016, à compter de janvier 2016, d'un montant de 100 000 euros, dans l'attente du vote du budget primitif 2016.

La dépense sera inscrite au budget principal 2016 sur le compte budgétaire FIN/ chapitre 65/ compte 657362/ fonction 520/ destination CCAS

6 - DGASR – PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION - BUDGET PRINCIPAL – ADMISSIONS EN NON-VALEUR 2015
--

Monsieur Mohamed BENHAROUGA,

VU l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le courrier de Monsieur le Trésorier Principal de Fontaine en date du 27 octobre 2015 ;

VU le décret n°1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

CONSIDERANT que Monsieur le Trésorier Principal de Fontaine nous informe qu'il n'a pu procéder au recouvrement des cotes, portions de cotes ou produits repris dans l'état annexé en raison des motifs de non recouvrement : carence du créancier, insolvabilité, recherches infructueuses ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER l'état annexé, celui-ci précisant pour chaque titre le montant admis en non valeur,

D'AUTORISER le versement de l'allocation en non-valeur de ces cotes ou produits ainsi que les frais de poursuites engagés pour le recouvrement dont le montant global s'élève à 6 405,64 €.

Cette dépense sera inscrite au budget principal 2015 sur le compte budgétaire FIN/6541/ONV.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'APPROUVER l'état annexé, celui-ci précisant pour chaque titre le montant admis en non valeur,

D'AUTORISER le versement de l'allocation en non-valeur de ces cotes ou produits ainsi que les frais de poursuites engagés pour le recouvrement dont le montant global s'élève à 6 405,64 €.

**7 - DGASR – PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION –
OUVERTURE DU QUART DES CRÉDITS EN INVESTISSEMENT – BUDGET PRINCIPAL
2016**

Jeanine ANTOINE,

VU l'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VUE la loi n°82-213 du 2 mars 1982 (article 7) complétée par la loi n°88-13 du 5 janvier 1988 ;

VU le budget principal 2015 ;

CONSIDERANT que du 1^{er} janvier 2016, et jusqu'à l'adoption du budget primitif principal 2016, l'exécutif de la Commune peut engager, mandater et liquider les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, après délibération du Conseil Municipal ;

CONSIDERANT que cette mesure d'ouverture des crédits permet d'entreprendre les investissements dès le début de l'exercice 2016 ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'ADOPTER la présente délibération, et d'autoriser l'ouverture du quart des crédits en investissement pour l'année 2016, jusqu'au vote du budget 2016, dans la limite des crédits précisés ci-dessous :

CHAPITRE	LIBELLE	CREDITS OUVERTS
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	60 000 €
Chapitre 204	Subventions d'équipement versées	50 000 €
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	500 000 €
Chapitre 23	Immobilisations en cours	50 000 €

Précise que les crédits correspondants seront repris au budget primitif principal 2016.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, **À L'UNANIMITÉ** des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER la présente délibération, et d'autoriser l'ouverture du quart des crédits en investissement pour l'année 2016, jusqu'au vote du budget 2016, dans la limite des crédits précisés ci-dessous :

CHAPITRE	LIBELLE	CREDITS OUVERTS
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	60 000 €
Chapitre 204	Subventions d'équipement versées	50 000 €
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	500 000 €
Chapitre 23	Immobilisations en cours	50 000 €

Précise que les crédits correspondants seront repris au budget primitif principal 2016.

8 - DGASR – PÔLE RESSOURCES HUMAINES ET COMPÉTENCES – ATTRIBUTION DE DONS
--

M'Hamed BENHAROUGA,

VU les articles R.3262-12 à 15 du Code du travail ;

VU l'article L. 2242-1 du Code général des collectivités territoriales ;

VU l'article 15 de la loi de finances pour 1992 ;

VU la délibération du 9 juillet 2012 autorisant le Maire à signer la convention permettant l'attribution, à compter du 1^{er} août 2012, de titres restaurant aux personnels en faisant la demande ;

CONSIDERANT l'envoi, émanant du prestataire retenu de titres restaurant du Groupe Chèque Déjeuner, d'un chèque du Crédit Coopératif n° 7100601 de 26.25 €, correspondant aux titres restaurant du millésime 2014 non consommés, à reverser à des associations d'œuvres sociales ou comités d'entreprise ;

CONSIDERANT l'envoi, émanant du prestataire retenu de titres restaurant du Groupe Chèque Déjeuner, d'un chèque du Crédit Coopératif n° 7100603 de 1037,23 €, correspondant aux titres restaurant du millésime 2014 non consommés, à reverser à des associations d'œuvres sociales ou comités d'entreprise ;

CONSIDERANT la nécessité de délibérer pour accepter un don ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à percevoir le don de 26,25 € (vingt six euro et vingt cinq centimes d'euros) et don de 1037,23 € (mille trente sept euros et vingt trois centimes d'euros) correspondants aux titres restaurant du millésime 2014 non consommés, émanant du Groupe Chèque Déjeuner,

D'INSCRIRE au budget la recette au compte budgétaire 7713 du budget principal 2015 de la Ville de Sassenage,

D'ATTRIBUER ensuite les dons émanant du Groupe Chèque déjeuner, d'un montant de 26,25 € et 1037,23 €, à l'association des œuvres sociales « Sass'Partage », après qu'ils auront été perçus par la Ville de Sassenage,

D'INSCRIRE la dépense correspondante au compte budgétaire 6574-PERSO-ASSOC du budget principal 2015 de la Ville de Sassenage.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à percevoir le don de 26,25 € (vingt six euro et vingt cinq centimes d'euros) et don de 1037,23 € (mille trente sept euros et vingt trois centimes d'euros) correspondants aux titres restaurant du millésime 2014 non consommés, émanant du Groupe Chèque Déjeuner,

D'INSCRIRE au budget la recette au compte budgétaire 7713 du budget principal 2015 de la Ville de Sassenage,

D'ATTRIBUER ensuite les dons émanant du Groupe Chèque déjeuner, d'un montant de 26,25 € et 1037,23 €, à l'association des œuvres sociales « Sass'Partage », après qu'ils auront été perçus par la Ville de Sassenage,

D'INSCRIRE la dépense correspondante au compte budgétaire 6574-PERSO-ASSOC du budget principal 2015 de la Ville de Sassenage.

9 - DGASR – PÔLE RESSOURCES HUMAINES ET COMPÉTENCES – CRÉATION DE POSTE
--

Jérôme MERLE,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et, notamment, son article 34 précisant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

CONSIDERANT la mobilité interne de personnel ;

INDIQUE la nécessité de créer le poste budgétaire suivant :
1 poste à temps complet d'adjoint administratif 1° classe

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'ADOPTER la création du poste budgétaire citée ci-dessus,

D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, au chapitre 012.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER la création du poste budgétaire citée ci-dessus,

D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, au chapitre 012.

<p>10 - DGASR – PÔLE RESSOURCES HUMAINES ET COMPÉTENCES – MODIFICATION DU PROGRAMME PLURIANNUEL D'ACCÈS À L'EMPLOI TITULAIRE</p>

Christian COIGNÉ,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 (titre 1 – chapitre 2) relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

VU le décret n° 2012-1293 du 22 novembre 2012 créant pendant une durée de quatre ans des modes de recrutement réservés donnant accès au statut de fonctionnaire, pour les agents non titulaires sous certaines conditions ;

VU la délibération du 4 juillet 2013 du conseil municipal approuvant le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire. Ce programme détermine notamment en fonction des besoins de la collectivité territoriale et des objectifs de la gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences, les cadres d'emplois ouverts aux recrutements réservés, le nombre d'emplois ouverts à chacun de ces recrutements et leur répartition entre les sessions successives de recrutement sur sélections professionnelles, organisées par le Centre de Gestion de l'Isère, dans le cadre de convention passée avec la collectivité ;

CONSIDERANT le départ de la collectivité de l'agent non titulaire pour lequel la programmation 2015 indiquait la création d'un poste de technicien ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE MODIFIER, pour l'année 2015, le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire, en supprimant l'indication relative au poste de technicien.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, Á L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE MODIFIER, pour l'année 2015, le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire, en supprimant l'indication relative au poste de technicien.

11 - DGASR – PÔLE RESSOURCES HUMAINES ET COMPÉTENCES – TRANSFERT DES AGENTS EXERÇANT LEURS FONCTIONS EN SERVICES RESSOURCES VERS LA MÉTROPOLE, GRENOBLE-ALPES MÉTROPOLE, ET MODALITÉS DE TRANSFERT

Jérôme MERLE,

VU le code général des collectivités territoriales et, notamment, ses articles L. 2131-2 ainsi que L. 5211-4-1 ;

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment, ses articles 88 et 111 ;

VU la loi n° 99-586 du 19 juillet 1999, modifiée, relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;

VU la loi n° 2002-276 du 27 février 2002, modifiée, relative à la démocratie de proximité ;

VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010, modifiée, de réforme des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2015, de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

VU le décret n° 2014-1601 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Grenoble-Alpes Métropole » ;

VU l'avis favorable unanime du Comité Technique en date du 31 août 2015 ;

VU la saisine du comité technique ;

CONSIDERANT que les personnels qui exercent leurs fonctions dans les services ressources peuvent être transférés de plein droit et que les modalités de ce transfert doivent faire l'objet d'une décision conjointe de la Ville de Sassenage et de la Métropole ;

Les agents occupant les emplois dans les services mentionnés ci-dessus sont transférés à la Métropole dans les conditions de statut et d'emploi qui étaient les leurs dans la Ville de Sassenage, pour l'un au 1^{er} janvier 2016 et pour l'autre au 1^{er} mars 2016.

A la même date, les agents transférés bénéficient de droit au maintien de leur régime antérieur, s'ils y ont intérêt ainsi que, à titre individuel, des avantages collectivement acquis, en application des dispositions du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

A ce titre, les agents transférés, bénéficient, d'un maintien à titre individuel s'ils y ont intérêt, du bénéfice de leur contrat labellisé de prévoyance-maintien de salaire, permettant la poursuite des garanties initiales à l'issue de leur transfert auprès de la Métropole.

Il appartient au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à prononcer la radiation des cadres de la commune des agents transférés à la Métropole, Grenoble-Alpes Métropole.

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER le transfert du personnel communal à la Métropole, Grenoble-Alpes Métropole, qui exerce ses fonctions au sein des services ressources, pour l'un au 1^{er} janvier 2016 et pour l'autre au 1^{er} mars 2016,

DE PRECISER que les agents transférés conservent, à titre individuel, s'ils y ont intérêt, le bénéfice de leur régime indemnitaire et des avantages acquis collectivement en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

DE SUPPRIMER les postes budgétaires des emplois transférés à la Métropole de Grenoble Alpes Métropole, cités ci-après :

- 1 poste à temps complet d'adjoint administratif de 2^{ème} classe, au 1^{er} janvier 2016,
- 1 poste à temps complet de technicien principal de 2^{ème} classe, au 1^{er} mars 2016,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer un arrêté conjoint avec M. le Président de la métropole portant transfert des agents considérés.

D'AUTORISER Monsieur le Maire à prononcer la radiation des cadres de la commune des agents transférés et à modifier le tableau des effectifs en conséquence.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'APPROUVER le transfert du personnel communal à la Métropole, Grenoble-Alpes Métropole, qui exerce ses fonctions au sein des services ressources, pour l'un au 1^{er} janvier 2016 et pour l'autre au 1^{er} mars 2016,

DE PRECISER que les agents transférés conservent, à titre individuel, s'ils y ont intérêt, le bénéfice de leur régime indemnitaire et des avantages acquis collectivement en

application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

DE SUPPRIMER les postes budgétaires des emplois transférés à la Métropole de Grenoble Alpes Métropole, cités ci-après :

- 1 poste à temps complet d'adjoint administratif de 2^{ème} classe, au 1^{er} janvier 2016,
- 1 poste à temps complet de technicien principal de 2^{ème} classe, au 1^{er} mars 2016,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer un arrêté conjoint avec M. le Président de la métropole portant transfert des agents considérés.

D'AUTORISER Monsieur le Maire à prononcer la radiation des cadres de la commune des agents transférés et à modifier le tableau des effectifs en conséquence.

12 - DGASR – PÔLE RESSOURCES HUMAINES ET COMPÉTENCES – MODALITÉS DES REMBOURSEMENT DES RÉMUNÉRATIONS DES PERSONNELS DANS LE CADRE DU TRANSFERT DES COMPÉTENCES À LA MÉTROPOLE, GRENOBLE ALPES-MÉTROPOLE

Jérôme MERLE,

VU le code général des collectivités territoriales et, notamment, ses articles L.2131-2 ainsi que L.5211-4-1 ;

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la loi n° 99-586 du 19 juillet 1999, modifiée, relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;

VU la loi n° 2002-276 du 27 février 2002, modifiée, relative à la démocratie de proximité ;

VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010, modifiée, de réforme des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2015, de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

VU le décret n° 2014-1601 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Grenoble-Alpes Métropole » ;

CONSIDERANT l'agent occupant un emploi en services ressources, transféré à la Métropole dans les conditions de statut et d'emploi qui étaient le sien dans la Ville de Sassenage, à compter du 1^{er} janvier 2016, cet agent étant mis à disposition à temps

complet au titre des conventions de gestion transitoire et continuant à être rémunéré directement par la commune depuis le 1^{er} décembre 2015 ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'état de demande de remboursement des rémunérations (salaire brut et charges patronales) destinés à M. le Président de la métropole « Grenoble Alpes Métropole », concernant l'agent exerçant ses missions relevant depuis le 1^{er} décembre 2015 de la compétence métropole,

Ledit état est à établir sur la période du 1^{er} décembre au 31 décembre 2015 pour l'agent transféré de plein droit au 1^{er} janvier 2016. Il s'agit de l'emploi, à temps complet, d'adjoint administratif de 2^{ème} classe.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés,

DECIDE,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'état de demande de remboursement des rémunérations (salaire brut et charges patronales) destinés à M. le Président de la métropole « Grenoble Alpes Métropole », concernant l'agent exerçant ses missions relevant depuis le 1^{er} décembre 2015 de la compétence métropole,

Ledit état est à établir sur la période du 1^{er} décembre au 31 décembre 2015 pour l'agent transféré de plein droit au 1^{er} janvier 2016. Il s'agit de l'emploi, à temps complet, d'adjoint administratif de 2^{ème} classe.

<p align="center">13 - DAE – PÔLE ESPACES PUBLICS DE PROXIMITÉ – DÉNOMINATION D'UNE VOIE PRIVÉE : « IMPASSE DES JONQUILLES».</p>

Amédée MATRAIRE,

VU l'article L. 141-1 du code de la voirie routière ;

VU le code général des collectivités territoriales, plus particulièrement en ses articles L. 2212-1 et 2 et L. 2213-1 ;

VU la circulaire du 3 janvier 1962 portant sur les conditions de dénomination des rues et places publiques ;

VU l'article 5 du décret n°94 1112 du 19 décembre 1994 relatif à la communication au centre des impôts foncier ou au bureau du cadastre de la liste alphabétique des voies de la commune et du numérotage des immeubles ;

CONSIDERANT l'opération immobilière, en cours de réalisation sur un tènement foncier situé en bordure du chemin du Drac, dénommée « lotissement les sables » ;

CONSIDERANT la nécessité d'établir un adressage cohérent des 4 habitations qui seront construites à terme, il convient de dénommer la voie privée qui les desservira ;

PRECISE que la Commune a opté, sur la base de propositions formulées par les propriétaires des lots concernés, pour l'appellation de ladite voie : « Impasse des jonquilles » ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'ADOPTER la dénomination de la voie décrite précédemment : « Impasse des jonquilles».

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER la dénomination de la voie décrite précédemment : « Impasse des jonquilles».

<p>14 - DAE - PÔLE ESPACES PUBLICS DE PROXIMITÉ - RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT POUR L'ANNÉE 2014.</p>
--

Christian COIGNÉ,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2224-5 et suivants, et D. 2224-1 à 5 concernant le service public industriel et commercial de l'assainissement ;

VU le décret n° 95-635 du 6 mai 1995 qui fait obligation au Maire de présenter au conseil municipal un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement (R.P.Q.S.) ;

VU le rapport annuel pour l'année 2014 établi par la Métropole qui assure la compétence assainissement depuis le 1^{er} Janvier 2000 ;

VU l'avis de la commission consultative des services publics locaux en date du 28 octobre 2015 ;

EXPOSE que la Métropole assume depuis le 1^{er} janvier 2000 l'ensemble des compétences collecte, transit et traitement des eaux usées sur le territoire intercommunal ainsi que la compétence « eaux pluviales », limitée aux ouvrages canalisés ;

Conformément au code général des collectivités territoriales, la Métropole a transmis à la ville de Sassenage un rapport annuel adopté par son conseil le 3 Juillet 2015 sur la qualité et le prix du service public de l'assainissement (R.P.Q.S.) présentant :

- Les indicateurs techniques du service (nombre d'habitants desservis, nombre d'abonnements, linéaires de réseaux de collecte...) ;

- Les modalités de tarification de l'assainissement, les recettes du service ;
- Les indicateurs de performance (la conformité des équipements de la station d'épuration dite d'Aquapôle...) ;
- Les informations relatives aux opérations d'investissement effectuées sur l'exercice 2014 et le programme prévisionnel de travaux sur l'année 2015.

DEMANDE au conseil de prendre acte du contenu du dit document ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE PRENDRE ACTE du rapport annuel sur la qualité et le prix du service public de l'assainissement pour l'exercice 2014,

DIT que, conformément à l'article D. 2224-5 du code général des collectivités territoriales, ce rapport annuel sera mis à la disposition du public en Mairie dans les quinze jours qui suivent sa présentation devant le Conseil Municipal, le public en étant avisé par voie d'affichage.

Le rapport sera consultable au Centre Technique Municipal de Sassenage aux heures d'ouverture.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE PRENDRE ACTE du rapport annuel sur la qualité et le prix du service public de l'assainissement pour l'exercice 2014,

DIT que, conformément à l'article D. 2224-5 du code général des collectivités territoriales, ce rapport annuel sera mis à la disposition du public en Mairie dans les quinze jours qui suivent sa présentation devant le Conseil Municipal, le public en étant avisé par voie d'affichage.

<p align="center">15 - DAE - PÔLE ESPACES PUBLICS DE PROXIMITÉ - RAPPORT ANNUEL DE LA COLLECTIVITÉ SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE POUR L'ANNÉE 2014.</p>

Daniel D'OLIVIER QUINTAS,

VU, ensemble, les articles L. 1411-3, L. 1411-13, L. 2224-5 et L.5217-2.-I. et suivants du code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 95-635 du 6 mai 1995 qui fait obligation au Maire de présenter au conseil municipal un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable ;

VU le rapport annuel de la Société Publique Locale (S.P.L.) Eau de Grenoble ainsi que le rapport communal établi sur le fondement du décret du 6 mai 1995 ;

VU l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (C.C.S.P.L.) en date du 28 octobre 2015 ;

RAPPELLE que par délibérations en date du 16 décembre 2013, la Ville de Sassenage a confié à la S.P.L. Eau de Grenoble, créée le 1^{er} janvier 2014, pour une durée de 30 ans, la gestion du service public de l'eau potable couvrant la fourniture et la distribution ainsi que l'exploitation des installations de production et d'adduction ;

RAPPELLE que la métropole créée en application de la loi MAPTAM du 27 janvier 2014 exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, la compétence eau potable depuis le 1^{er} janvier 2015 ;

RAPPELLE que dans ce cadre, la S.P.L. Eau de Grenoble est tenue à présenter un rapport annuel d'activités comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à la gestion du service public et une analyse de la qualité du service ;

PRECISE que c'est sur la base de ce document que la collectivité établit son rapport sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable (R.P.Q.S.), dont les grandes lignes sont notamment :

- Sur le plan technique, le rendement hydraulique du réseau passé de 85,86% en 2013 à 84,93% en 2014 soit une légère baisse de 0,93% ;
- Une année 2014 caractérisée par différents travaux sur le réseau tels que la réhabilitation de la chambre de maillage existante avec le réseau de la commune de Fontaine (rue de la Sure), la réhabilitation de la chambre de vannes du réservoir de Mollard-Pichon et la reprise du réseau de distribution de la rue du Vercors ;
- 100% de conformités des contrôles réalisés dans le cadre du programme défini par l'Agence Régionale de la Santé (A.R.S.), sur la qualité de l'eau distribuée, tant sur le plan bactériologique que physico-chimique ;
- Un prix global de l'eau, établi sur la base d'une facture type de 120 m³, en augmentation de 3,49% entre 2013 et 2014, passant de 3,15 € à 3,26 € /m³ T.T.C, en application des formules de révision de prix du contrat et de l'augmentation de certaines taxes et redevances ;

INDIQUE que le rapport annuel de la S.P.L. Eau de Grenoble ainsi que le R.P.Q.S. sont disponibles auprès du secrétariat des élus.

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'ADOPTER le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau pour l'exercice 2014.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau pour l'exercice 2014.

16 - DAE - PÔLE ACHATS ET MOYENS GÉNÉRAUX - RAPPORT D'ACTIVITÉ 2014 DE L'AGENCE DE L'EAU RHÔNE- MÉDITERRANÉE ET CORSE
--

Jérôme BOETTI DI CASTANO,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2224-7 et suivants ;

VU le rapport annuel établi par l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée et Corse ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE PRENDRE ACTE du rapport annuel de l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée et Corse pour l'exercice 2014.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE PRENDRE ACTE du rapport annuel de l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée et Corse pour l'exercice 2014.

17 - DAE – PÔLE ACHATS ET MOYENS GÉNÉRAUX – ADHÉSION À L'ALEC (AGENCE LOCALE DE L'ÉNERGIE ET DU CLIMAT) AU TITRE DE LA COTISATION RENFORCÉE
--

Jérôme BOETTI DI CASTANO,

VU l'article L. 229-26 du code de l'environnement ;

VU le programme européen sur le changement climatique (PECC), en 2000 ;

VU le Plan Climat National de 2004 ;

VU la délibération en date du 19 juillet 2005 qui engage la commune à contribuer aux objectifs généraux du Plan Climat Local de l'agglomération grenobloise en mettant en œuvre les actions de maîtrise des consommations énergétiques et de développement des énergies renouvelables ;

VU la délibération en date du 7 décembre 2009 qui engage la Ville à renouveler son engagement et ses nouveaux objectifs du Plan Climat de l'agglomération grenobloise ;

VU l'article 77 de la loi n° 2010-778 qui précise que toutes les collectivités locales de moins de 50 000 habitants peuvent adopter volontairement un plan climat-énergie territorial ;

VU la délibération en date du 7 juillet 2011 qui adopte le plan d'action de l'Agenda 21 local ;

VU la délibération en date du 4 juillet 2013 qui adopte le renouvellement de l'engagement communal et la validation des nouveaux objectifs du Plan Air Climat de l'agglomération grenobloise ;

CONSIDERANT que depuis sa création en 1998, l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC) est engagée auprès de l'ensemble des communes de La Metro afin de les aider à mieux maîtriser leurs consommations et dépenses d'énergie. Elle a développé une mission spécifique de suivi énergétique qu'elle réalise pour les plus petites communes du territoire souvent dépourvues de moyens pour assurer ce travail par elles-mêmes ;

COMPTE TENU que la commune envisage de pérenniser le suivi des consommations d'énergie pour évaluer quelles sont les pertes énergétiques et de quelle manière elles pourraient être évitées dans l'ensemble des bâtiments communaux et du parc automobile ;

INDIQUE que pour l'aider à réaliser cet objectif, la commune souhaite faire appel à L'Agence Locale de L'Energie pour réaliser le suivi des évolutions de consommations des énergies au titre de la cotisation renforcée ;

PRECISE que cet accompagnement des communes s'inscrit depuis 2005 dans le cadre du Plan Air Energie Climat de La Metro ;

RAPPELLE que L'ALEC propose aux communes des actions d'accompagnement sur le patrimoine existant et les projets de construction ;

Il s'agit notamment :

- De conseils personnalisés (analyse simplifiée d'une problématique sur un équipement, sur les économies d'énergie et les énergies renouvelables) ;
- D'accompagnement d'études énergétiques : diagnostics bâtiments ou éclairage public, étude d'approvisionnement énergétique (échelle bâtiment ou aménagement), étude de potentiel Energies renouvelables, Contrat de Performance Energétique (CPE)... ;
- D'accompagnement de projets de construction ou rénovation (définition des objectifs, des études nécessaires, aide à la mobilisation des aides financières...) ;
- D'accompagnements thématiques dans le cadre d'actions collectives proposées par l'association (exemple pour 2015 : campagne sur la régulation des bâtiments) ;
- D'accompagnements divers sur d'autres thématiques : achat d'énergie dans le cadre de l'ouverture des marchés, valorisation des certificats d'économies d'énergie, projet d'aménagement (urbanisme) ;

PRECISE que l'ALEC a créé et anime également un réseau des gestionnaires en énergie des équipements publics de la métropole grenobloise (GENEP'Y).

INDIQUE que l'ALEC inscrit son activité de conseil aux communes dans le cadre du Plan Air Energie Climat Air (PAEC) de La Metro, en créant autant que possible des passerelles entre accompagnement technique et PAEC : mobilisation des élus, aide à la définition des objectifs et au suivi annuel, mise en regard du programme d'action annuel et des objectifs PAEC ;

Concernant le Conseil en Energie Partagé (CEP)

Le dispositif CEP est composé de deux phases complémentaires :

Phase 1 : suivi des consommations et dépenses d'énergie (et éventuellement d'eau), du patrimoine communal (bâtiments, éclairage public, véhicules municipaux) à partir des factures collectées informatiquement par l'ALEC (ou transmises par les services de la ville). Ce travail permet d'améliorer la connaissance du patrimoine, de repérer les dérives et les bâtiments les plus consommateurs, d'adapter les contrats de fourniture, d'établir des ratios d'analyse et de comparaison avec d'autres collectivités ou des moyennes nationales, et enfin de mesurer l'impact des actions de maîtrise de l'énergie réalisées.

Phase 2 : Proposition d'un programme d'action annuel, défini en lien avec les services et validé par les élus tenant compte des résultats du suivi énergétique et des actions phares définies dans le Plan Air Energie Climat.

L'objectif est d'engager des actions de maîtrise de l'énergie ciblées portant sur les équipements ou à destination des usagers.

Un bilan annuel présenté aux services et aux élus récapitule l'ensemble des données et des analyses réalisées dans le cadre du CEP. Il détaille également le programme d'action annuel ainsi que l'ensemble des travaux et actions réalisés dans le cadre de l'accompagnement technique proposé par l'ALEC.

Ce travail permet également l'articulation avec les actions menées par la commune dans le cadre du Plan Air Energie Climat, et facilite le suivi annuel des engagements.

PRECISE que l'accompagnement technique et le Conseil en Energie Partagé sont proposés aux communes adhérentes à l'ALEC. Ce principe a été adopté à l'unanimité lors de l'Assemblée Générale extraordinaire du 10 mars 2015 ;

Les conditions d'adhésion sont les suivantes :

Adhérents	Cotisation annuelle de base	Cotisation annuelle renforcée « Conseil en Energie Partagé » (incluant la cotisation de base)
Communes de 0 à 3 500 habitants	0,20 € / habitant (*)	0,30 € / habitant (*)
Communes > à 3 500 habitants	0,20 € / habitant (*)	0,50 € / habitant (*)

(*) : montant plancher : 100 €, et montant plafond : 15 000 €

	1. Sans cotisation	2. Cotisation base	3. Cotisation renforcée
	Accompagnement Plan Air Energie Climat Maitrise énergétique Panels solaires Rénovation énergétique Actions techniques collectives	Accompagnement Plan Air Energie Climat Rénovation (bâtiment), Rénovation (électricité, chauffage, confort) Rénovation (isolation), Rénovation (aménagement, entretien) Accompagnement Plan Air Energie Climat Collectif	Rénovation (bâtiment), Rénovation (électricité, chauffage, confort)

Le financement des actions d'accompagnement technique des communes est couvert par :

1. La Metro (60%)
2. La Région Rhône-Alpes (10%)
3. Le Département de l'Isère (5%)
4. Les adhésions des communes (25%)

L'accompagnement au titre du Plan Air Energie Climat est intégralement financé par La Metro ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER le principe d'adhésion des communes voté à l'Assemblée Générale de l'ALEC le 10 mars 2015,

D'ADHERER à l'ALEC en optant pour la cotisation renforcée à compter du 01/01/2016,

DE RESERVER un budget annuel de 5 736 € TTC correspondant à l'adhésion choisie (11 473 habitants, INSEE 2012),

D'AUTORISER le Maire à signer tout document relatif à ce projet.

Cette dépense sera imputée sur budget 2016 au compte DEV/6281/DEV

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'APPROUVER le principe d'adhésion des communes voté à l'Assemblée Générale de l'ALEC le 10 mars 2015,

D'ADHERER à l'ALEC en optant pour la cotisation renforcée à compter du 01/01/2016,

DE RESERVER un budget annuel de 5 736 € TTC correspondant à l'adhésion choisie (11 473 habitants, INSEE 2012),

D'AUTORISER le Maire à signer tout document relatif à ce projet.

Cette dépense sera imputée sur budget 2016 au compte DEV/6281/DEV

18 - DGASP – PÔLE CITOYENNETÉ - RECENSEMENT DE POPULATION POUR L'ANNÉE 2016
--

Christian COIGNÉ,

VU l'article L. 2122-21 10° du code général des collectivités territoriales permettant au conseil municipal de charger le maire de procéder aux opérations de recensement ;

VU la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière statistique ;

VU la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée sur l'informatique, les fichiers et les libertés ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, et notamment son titre V, articles 156 à 158 ;

VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié, relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale ;

VU le décret en Conseil d'Etat n° 2003-485 du 5 juin 2003 modifié définissant les modalités d'application du titre V de la loi n° 2002-276 ;

VU le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 modifié portant répartition des communes pour les besoins du recensement de la population ;

VU l'arrêté ministériel du 19 juillet 2000, modifié par l'arrêté ministériel du 9 octobre 2002 et notamment son article 1^{er} ;

VU l'arrêté du 5 août 2003 portant application des articles 23 et 24 du décret n° 2003-485 ;

CONSIDERANT que le recensement reste sous la responsabilité de l'Etat, bien que le Maire soit le responsable de l'enquête dans sa commune, le Conseil Municipal doit charger le Maire de la préparation et de la réalisation de l'enquête. La réalisation des enquêtes repose sur un partenariat entre la commune et l'INSEE. La Ville prépare et réalise l'enquête. Elle reçoit, à ce titre, une dotation forfaitaire. L'INSEE contrôle la collecte des informations ;

CONSIDERANT qu'il convient de désigner un coordonnateur d'enquête chargé de la préparation et de la réalisation des enquêtes de recensement pour l'année 2016 ;

CONSIDERANT qu'il convient de désigner un correspondant du répertoire d'immeubles localisés pour l'année 2016 ;

CONSIDERANT que les agents recenseurs ont en charge la remise et la collecte des questionnaires aux habitants. Ils sont titulaires d'une carte officielle d'agent recenseur. Ils doivent tenir pour strictement confidentiel les renseignements individuels collectés ;

PRECISE que la dotation de l'INSEE pour l'année 2016 est fixée à 2 341 euros ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE CHARGER Monsieur le Maire de mettre en œuvre pour l'année 2016 la préparation et la réalisation du recensement de la population,

D'INSCRIRE au budget principal 2016 de la Ville en recette, le montant de la dotation forfaitaire allouée par l'INSEE, soit 2 341 euros, au chapitre 74,

DE CHARGER le maire de nommer par arrêté municipal un coordonnateur d'enquête pour le recensement 2016 parmi les fonctionnaires municipaux,

DE CHARGER le maire de nommer par arrêté municipal un correspondant du répertoire d'immeubles localisés pour l'année 2016 parmi les fonctionnaires municipaux,

DE CHARGER le maire de recruter, par arrêté municipal pour les agents de droit public, ou par contrat de travail pour les personnes relevant du droit privé, les agents recenseurs nécessaires et prendre tous les actes administratifs nécessaires à ces emplois,

DE FIXER la rémunération brute des agents recenseurs comme suit pour l'année 2016 :

- Par feuille de logement rapportée : 1,60 €
- Par bulletin individuel rapporté : 1,90 €

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE CHARGER Monsieur le Maire de mettre en œuvre pour l'année 2016 la préparation et la réalisation du recensement de la population,

D'INSCRIRE au budget principal 2016 de la Ville en recette, le montant de la dotation forfaitaire allouée par l'INSEE, soit 2 341 euros, au chapitre 74,

DE CHARGER le maire de nommer par arrêté municipal un coordonnateur d'enquête pour le recensement 2016 parmi les fonctionnaires municipaux,

DE CHARGER le maire de nommer par arrêté municipal un correspondant du répertoire d'immeubles localisés pour l'année 2016 parmi les fonctionnaires municipaux,

DE CHARGER le maire de recruter, par arrêté municipal pour les agents de droit public, ou par contrat de travail pour les personnes relevant du droit privé, les agents recenseurs nécessaires et prendre tous les actes administratifs nécessaires à ces emplois,

DE FIXER la rémunération brute des agents recenseurs comme suit pour l'année 2016 :

- Par feuille de logement rapportée : 1,60 €
- Par bulletin individuel rapporté : 1,90 €

<p align="center">19 - DGASP - PÔLE FEE - PETITE ENFANCE - MULTI-ACCUEIL LES LUCIOLES - CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIÈRE AVEC L'ASSOCIATION DEPANN'FAMILLES POUR DES HEURES DE GARDE D'URGENCE D'ENFANTS DE 0 A 6 ANS</p>
--

Christian COIGNÉ,

VU les articles L.2121-29 et L.2122-21 du code général des collectivités territoriales ;

CONSIDERANT que dans le cadre d'une politique de soutien à la famille, la commune a passé convention avec l'association DEPANN'FAMILLES pour des heures de garde à domicile dites d' « URGENCE » d'enfants de 0 à 6 ans et que cette convention arrive à échéance le 31 décembre 2015 ;

CONSIDERANT qu'en 2015 la convention prévoyait une aide annuelle au financement de 50 heures de garde pour un coût horaire de 20€, soit un budget annuel maximum de 1000€, mais qu'aucune heure n'a encore été utilisée à la date du 04 décembre 2015 ;

PRECISE qu'en 2016 le coût horaire passera à 20.50€ ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention dont un projet est annexé à la présente délibération avec l'association DEPANN'FAMILLES Isère, dont le siège social se situe 53, boulevard Gambetta – 38000 GRENOBLE et représentée par son Président M. Michel BOST, pour une aide financière pour 26 heures de garde d' « URGENCE » à 20,50€ de l'heure, pour un coût total de 533 € TTC,

DE PREVOIR que les crédits nécessaires, soit 533 €, seront votés au compte BEBE 611 MULTIACC du budget principal 2016.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention dont un projet est annexé à la présente délibération avec l'association DEPANN'FAMILLES Isère, dont le siège social se situe 53, boulevard Gambetta – 38000 GRENOBLE et représentée par son Président M. Michel BOST, pour une aide financière pour 26 heures de garde d' « URGENCE » à 20,50€ de l'heure, pour un coût total de 533 € TTC,

DE PREVOIR que les crédits nécessaires, soit 533 €, seront votés au compte BEBE 611 MULTIACC du budget principal 2016.

20 - DGASP – PÔLE FAMILLE ENFANCE ÉDUCATION – ENFANCE – MODIFICATION DES LOCAUX D'ACCUEIL DES CENTRES DE LOISIRS ENFANCE

Christine DURAND,

VU l'article L.2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

CONSIDÉRANT qu'une minorité des familles utilisatrices des centres de loisirs enfance continuent à inscrire leurs enfants au centre de loisirs Rivoire de la Dame ;

CONSIDÉRANT que les effectifs sont en baisse sur le centre de loisirs Rivoire de la Dame et ce, depuis plus de trois ans ;

PRECISE qu'au titre de son engagement au Contrat Enfance Jeunesse, la commune est tenue de proposer la même offre d'accueil pour toute la durée du contrat ;

INDIQUE qu'au titre de l'accueil d'enfants de moins de 6 ans, le médecin PMI (protection maternelle et infantile) a émis un avis favorable pour l'accueil sur le centre Vercors ;

SOULIGNE que la demande des familles fait ressortir qu'elles souhaitent n'avoir qu'un même lieu de dépôt pour les deux tranches d'âge d'enfants concernées par le service enfance ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE FERMER le centre de loisirs Rivoire de la Dame dès l'été 2016,

DE REDEPLOYER la totalité des places maternelles du centre de loisirs Rivoire de la Dame vers le centre de loisirs Vercors,

DE DELOCALISER également les places maternelles et élémentaires du centre de loisirs les Pies vers le centre de loisirs Vercors pour ne faire plus qu'un seul et unique centre de loisirs.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SEPT voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA**

*** SIX voix CONTRE, M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

DE FERMER le centre de loisirs Rivoire de la Dame dès l'été 2016,

DE REDEPLOYER la totalité des places maternelles du centre de loisirs Rivoire de la Dame vers le centre de loisirs Vercors,

DE DELOCALISER également les places maternelles et élémentaires du centre de loisirs les Pies vers le centre de loisirs Vercors pour ne faire plus qu'un seul et unique centre de loisirs.

**21 - DGASP - PÔLE FAMILLE ENFANCE ÉDUCATION – SERVICE SCOLAIRE -
CONVENTION SUR LA PARTICIPATION DE LA VILLE AUX CHARGES DE
FONCTIONNEMENT DES ULIS (UNITÉS LOCALISÉES POUR L'INCLUSION SCOLAIRE)
- APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNER À DONNER AU MAIRE**

Evelyne ARNAUD,

VUS les articles L.112-1 à 4, et l'article L.351-1, du code de l'éducation ;

VUS les articles D.112-1 à 3 et les articles D.351-3 à 32 du code de l'éducation ;

VUE la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

VUE la circulaire NOR : MENE1504950C n° 2015-129 du 21 août 2015 « Unités localisées pour l'inclusion scolaire (Ulis), dispositifs pour la scolarisation des élèves en situation de handicap dans le premier et le second degrés » ;

CONSIDERANT que la ville de Fontaine sollicite auprès des communes une participation financière pour 5 enfants domiciliés hors Fontaine qu'elle accueille dans les ULIS;

CONSIDERANT qu'au titre de l'année scolaire 2014-2015, cinq enfants sassenageois étaient scolarisés à l'école Robespierre sur Fontaine ;

INDIQUE que le montant de la participation de la commune de Sassenage pour un enfant s'élève à 1018,75€ soit 5093.75 € pour cinq enfants ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER les termes de la convention,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer cette convention et à verser la somme de 5093,75 euros correspondant aux charges de fonctionnement pour l'année scolaire 2014-2015, pour cinq enfants sassenageois.

Imputation budgétaire : compte 6574

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'APPROUVER les termes de la convention,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer cette convention et à verser la somme de 5093,75 euros correspondant aux charges de fonctionnement pour l'année scolaire 2014-2015, pour cinq enfants sassenageois.

Imputation budgétaire : compte 6574

**22 - DGASP - PÔLE FAMILLE ENFANCE ÉDUCATION – SERVICE SCOLAIRE -
CONVENTION SUR LA PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE RESTAURATION SCOLAIRE
POUR LES FAMILLES DONT LES REVENUS SONT INFÉRIEURS AUX MINIMA
SOCIAUX**

Christian COIGNÉ,

VU l'article L.221-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'article L.222-3 du code de l'action sociale et des familles ;

CONSIDERANT que le Département de l'Isère, dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance, prendra en charge les frais de restauration scolaire à compter du 1^{er} janvier 2016 pour les familles dont les revenus sont inférieurs aux minima sociaux ;

CONSIDERANT que seules les familles ayant transmis des justificatifs de leur état civil et des pièces permettant de justifier de leurs minima sociaux aux associations conventionnées assurant une mission d'accompagnement global et partenaires du Département seront prises en charge ;

INDIQUE que seuls ces organismes pourront délivrer des attestations au service de la restauration de la ville de sassenage pour que les familles concernées puissent bénéficier de cette allocation ;

INDIQUE qu'à compter du 1^{er} janvier 2016 le service de restauration s'engage à facturer les frais de restauration scolaire à hauteur du tarif minimum appliqué pour l'année scolaire à travers un récapitulatif en une facture globale regroupant deux mois transmis au Département de l'Isère pour un paiement direct auprès du Trésor Public de Fontaine ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER les termes de la convention,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer cette convention entre le Département de l'Isère et la Ville de Sassenage

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'APPROUVER les termes de la convention,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer cette convention entre le Département de l'Isère et la Ville de Sassenage

**23 - DGASP – PÔLE VIE DE LA CITÉ –
MODIFICATION DES MODÈLES TYPES DES CONVENTIONS ANNUELLES DE MISE À
DISPOSITION DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS DE SASSENAGE AUX ASSOCIATIONS**

Séverin BATFROI,

VU l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

CONSIDERANT la pratique des autres communes de l'agglomération grenobloise en matière de mise à disposition de leurs salles de sports à leurs associations ;

CONSIDERANT la nécessité de développer l'autonomie des associations en terme d'accès et de gestion des équipements sportifs dans le cadre de leurs activités spécifiques ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER les modèles types de conventions annuelles de mise à disposition des équipements sportifs aux associations annexées, suite aux modifications qui y ont été apportées,

D'ADAPTER les règlements intérieurs des équipements sportifs mis à disposition en conséquence,

D'AUTORISER Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ces conventions selon le modèle en annexe.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SEPT voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelynne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel**

D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA

*** SIX ABSTENTIONS, M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

D'APPROUVER les modèles types de conventions annuelles de mise à disposition des équipements sportifs aux associations annexées, suite aux modifications qui y ont été apportées,

D'ADAPTER les règlements intérieurs des équipements sportifs mis à disposition en conséquence,

D'AUTORISER Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ces conventions selon le modèle en annexe.

Fait et délibéré à SASSENAGE, les jours, mois et an susdits, et ont signé les membres présents (suivent les signatures).

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME.
SASSENAGE, le 18 décembre 2015

Le Maire

Christian COIGNÉ.



Affichage le : 21 décembre 2015

Sassenage

